
 <p>PRÉFECTURE DE POLICE</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> 	<p>Direction de l'Immobilier et de l'Environnement</p> <p>Bureau des Marchés Immobiliers</p>
---	--

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

MARCHE DE MAINTENANCE MULTI-TECHNIQUES PREVENTIVE ET CORRECTIVE ET MULTISERVICES SUR LA DIRECTION DE LA POLICE JUDICIAIRE

Cahier des clauses techniques particulières spécifique (CCTP-s)

Consultation n°

E2024BMI25

CCTP SÉCURITÉ INCENDIE

Systèmes de sécurité Incendie (SSI) / Equipements de lutte contre l'incendie (ELI)

SOMMAIRE

1	GENERALITES	4	
1.1	NORMES, RÉGLEMENTS ET DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE	4	
1.1.1	TEXTES APPLICABLES AU SSI		4
1.1.2	TEXTES APPLICABLES AUX ELI		6
1.2	NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	7	
2	DESCRIPTIF GENERAL ET LIMITES PHYSIQUES DES INSTALLATIONS	7	
2.1	PRESTATIONS RELATIVES AU SSI	7	
2.1.1	SOURCES D'ALIMENTATION AUTONOME		7
2.1.2	REPLACEMENT DES DÉTECTEUR INCENDIE ET INDICATEUR D'ACTION-		8
2.1.3	LE FORFAIT	8	
2.1.3.1	LE PLANNING	8	
2.1.3.2	LA METHODOLOGIE	9	
2.1.3.3	LES ÉQUIPEMENTS	9	
2.1.3.4	TOUTES SUJESTIONS, FINITION ET REPRISE	9	
2.1.3.4.1	TOUTES SUJESTIONS.	9	
2.1.3.4.2	DÉCHETS	9	
2.1.3.4.3	FINITION ET REPRISE	9	
2.1.3.5	LA RÉCEPTION	10	
2.2	PRESTATIONS RELATIVES AU ELI	10	
2.2.1	EXTINCTEURS		10
2.2.2	SPRINKLERS		11
2.2.3	COLONNES SÈCHES		11
2.2.4	EXTINCTION AUTOMATIQUE À GAZ		11
2.2.5	REPLACEMENT DE L'ENSEMBLE DES EXTINCTEURS À DPJ		12
2.2.5.1	LE FORFAIT	12	
2.2.5.2	LE PLANNING	12	
2.2.5.3	LA METHODOLOGIE	12	
2.2.5.4	LES ÉQUIPEMENTS	13	
2.2.5.5	TOUTES SUJESTIONS, FINITION ET REPRISE	13	
2.2.5.5.1	TOUTES SUJESTIONS.	13	
2.2.5.5.2	DÉCHETS	13	
2.2.5.5.3	FINITION ET REPRISE	13	
2.2.5.6	LA RÉCEPTION	13	
2.3	DÉSENFUMAGE	13	
2.4	PORTES ET CLAPETS COUPE-FEU	13	
2.5	ECLAIRAGE DE SÉCURITÉ	14	
2.6	CONTRÔLE RÉGLEMENTAIRES	14	
3	DISPOSITIONS PARTICULIERES	14	
3.1	TRACABILITÉ DES OPÉRATIONS DE MAINTENANCE	14	
3.2	COORDINATION AVEC LES SSIAP	15	
3.3	AUDIT D'ENTRÉE	15	
3.4	DÉLAIS D'INTERVENTION DU SOUS-TRAITANT SPÉCIALISÉ	15	
4	GAMMES DE MAINTENANCE ET FREQUENCE DES INTERVENTIONS	15	

6 GAMMES DE MAINTENANCE ET FREQUENCE DES INTERVENTIONS.....5

1 GENERALITES

Le présent CCTP SÉCURITÉ INCENDIE présente les dispositions spécifiques au poste « sécurité incendie ».

Les dispositions y figurant viennent en complément des dispositions figurant dans le CCTP-G.

En cas de contradiction entre une clause du CCTP-G et une clause du présent CCTP SÉCURITÉ INCENDIE, la clause la plus contraignante pour le Titulaire s'applique, sauf mention particulière précisée dans le présent CCTP SÉCURITÉ INCENDIE. En cas de clauses traitant du même thème dans le CCTP-G et le CCTP SÉCURITÉ INCENDIE, les différentes stipulations s'ajoutent et se complètent l'une l'autre.

1.1 NORMES, REGLEMENTS ET DOCUMENTS DE REFERENCE

Outre les règlements, normes et documents à caractère général qui figurent au CCTP-G, toutes les normes et documents en vigueur concernant les installations objet du présent CCTP s'appliquent intégralement, qu'il s'agisse d'opérations de maintenance ou de travaux neufs.

L'attention du Titulaire est particulièrement attirée sur le respect des textes réglementaires ou normatifs ci-après.

- Stipulations relatives à la conception et à l'utilisation des lieux de travail du code du travail ;
- Code de l'environnement pour ce qui concerne l'élimination des déchets et récupération des matériaux, notamment en ce qui concerne les produits chimiques, les piles et les accumulateurs, ainsi que les équipements électriques et électroniques ;
- Décret 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements (Deee) ;
- Décrets n°98-246 et n°98-247 du 2 avril 1998 relatifs à la qualification professionnelle, à la qualification artisanale et au répertoire des métiers ;
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) approuvé par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié ;
- Arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur (IGH) et leur protection contre les risques d'incendie et de panique porté par l'arrêté du 30 décembre 2011 ;
- Arrêté du 18 novembre 2011 portant dérogation à l'art. R. 1333-2 du code de la santé publique pour les détecteurs de fumée à chambre d'ionisation ;
- Arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des Deee prévues à l'art. 21 du décret 2005-829 du 20 juillet 2005.
- Arrêté du 20 décembre 1996 portant création du certificat d'aptitude professionnelle Agent vérificateur d'appareils extincteurs.
- Arrêté du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail.

1.1.1 TEXTES APPLICABLES AU SSI

- **NF C48-150** Novembre 2014 : Blocs autonomes d'alarme sonore et/ou lumineuse d'évacuation ;
- **NF C71-800** Décembre 2000 : Aptitude à la fonction des blocs autonomes d'éclairage de sécurité d'évacuation dans les ERP, ERT soumis à réglementation ;
- **NF C71-801** Décembre 2000 : Aptitude à la fonction des blocs autonomes d'éclairage de sécurité d'ambiance dans les ERP, ERT soumis à réglementation ;

- **NF C71-806** Février 2007 : Règles applicables pour l'utilisation des batteries Ni-Mh dans les blocs d'éclairage de sécurité ;
- **NF C71-810** Octobre 1987 : Blocs autonomes portables d'intervention (Bapi) – Règles ;
- **NF C71-820** Mai 1999 : Système de test automatique pour appareil d'éclairage de sécurité ;
- **NF C71-830** Août 2003 : Maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité Baes et Baeh ;
- **NF EN 12101-1** Décembre 2005 : Systèmes pour contrôle des fumées et de la chaleur – Partie 1 : spécifications relatives aux écrans de cantonnement de fumée ;
- **NF EN 12101-2** Octobre 2003 : Systèmes pour le contrôle des fumées et de la chaleur – Partie 2 : spécifications relatives aux dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur.
- **NF EN 501172** Décembre 2004 : Systèmes d'éclairage de sécurité ;
- **NF EN 54-1** Mai 2011 : Système de détection et d'alarmes incendie – Partie 1 : introduction ;
- **NF EN 62034** Février 2007 : Système automatique de test pour éclairage de sécurité sur batteries ;
- **NF EN 62386-202** Janvier 2010 : Interface d'éclairage adressable numérique – Partie 202 : exigences particulières pour les appareillages de commande – Blocs autonomes d'éclairage de secours (dispositif de type 1) ;
- **NF S61-931** Février 2014 : SSI – Dispositions générales ;
- **NF S61-932** Juillet 2015 : SSI – Règles d'installation du système de mise en sécurité incendie ;
- **NF S61-933** Septembre 2011 : SSI – Règles d'exposition et de maintenance ;
- **NF S61-934** Mars 1991 : SSI – Règles de conception ;
- **NF S61-935** Décembre 1990 : SSI – Unités de signalisation – Règles de conception ;
- **NF S61-936** Mai 2013 : SSI – Équipements d'alarme pour l'évacuation – Règles de conception ;
- **NF S61-937** Décembre 1990 : SSI – Dispositifs actionnés de sécurité (DAS) ;
- **NF S61-937-1** Décembre 2003 : SSI – DAS – Partie 1 : prescriptions générales ;
- **NF S61-937-2** Décembre 2003 : SSI – DAS – Partie 2 : porte battante à fermeture automatique ;
- **NF S61-937-3** Décembre 2004 : SSI – DAS – Partie 3 : porte coulissante à fermeture Automatique ;
- **NF S61-937-4** Juin 2005 : SSI – DAS – Partie 4 : rideau et porte à dévêtissement vertical ;
- **NF S61-937-5** Mars 2012 : SSI – DAS – Partie 5 : comptabilité pour intégration dans un SSI des clapets coupe-feu – SSI ;
- **NF S61-937-6** Octobre 2010 : SSI – DAS – Partie 6 : exutoire et ouvrant de désenfumage (ouvrages composés) ;
- **NF S61-937-7** Octobre 2010 : SSI – DAS – Partie 7 : compatibilité pour l'intégration dans un SSI des dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et de chaleur (Denfc)
- **NF S61-937-8** Octobre 2012 : SSI – DAS – Partie 8 : ouvrants télécommandés d'amenée d'air naturel en façade ;
- **NF S61-937-9** Janvier 2011 : SSI – DAS – Partie 9 : coffret de relayage pour un ventilateur de désenfumage ;
- **NF S61-937-10** Mars 2012 : SSI – DAS – Partie 10 : comptabilité pour intégration dans un SSI des volets de désenfumage ;

- **NF S61-938** Juillet 1991 : SSI – Dispositifs de commande manuelle (DCM) – Dispositifs de commandes manuelles regroupées (Dcmr) – Dispositifs de commande avec signalisation (DCS) – Dispositifs adaptateurs de commande (DAC) ;
- **NF S61-939** Mars 1992 : SSI – Alimentations pneumatique de sécurité (APS) – Règles de conception ;
- **NF S61-940** Juin 2000 : SSI – Alimentations électriques de sécurité (AES) – Règles de conception ;
- **NF S61-949** Novembre 1995 : SSI – Commentaire et interprétations des normes NF S61-931 à NF S61-939 ;
- **NF S61-961** Septembre 2007 : Matériels de détection d'incendie – Systèmes détecteurs autonomes déclencheurs (Sdad) ;
- **NF S61-970** Février 2013 : Règles d'installation des systèmes de détection incendie (SDI) ;
- **NF XP CEN/TS 14972** Août 2011 : Installations fixes de lutte contre l'incendie – systèmes de brouillard d'eau – Conception et installation ;
- **Référentiel Apsad I7** Mars 2015 : Installation de détection d'incendie ;
- **Référentiel Apsad R7** Février 2014 : Détection automatique d'incendie ;

1.1.2 TEXTES APPLICABLES AUX ELI

- **ISO/TS 11602-2:2010** Août 2010 : Protection contre l'incendie – Extincteurs portatifs et extincteurs sur roues – Partie 2 : contrôle et maintenance ;
- **NF FD CEN/TR 15276-2** Février 2009 : Installations fixes de lutte contre l'incendie – Systèmes d'extinction à l'aérosol – Partie 2 : calcul, installation et maintenance ;
- **NF FD X08-040-3** Mars 2010 : Symboles graphiques et pictogrammes – Dispositifs d'information et de sécurité – Partie 3 : symboles graphiques et signaux visuels relevant de l'accessibilité pour tous ;
- **NF EN 12416-2+A1** Septembre 2007 : Installations fixes de lutte contre l'incendie – Systèmes d'extinction à poudre – Partie 2 : conception, construction et maintenance, complétée par le référentiel Apsad R4 de mars 2012 : Extincteurs portatifs et mobiles ;
- **NF EN 13565-2** Juillet 2009 : Installations fixes de lutte contre l'incendie – Systèmes à émulseurs – Partie 2 : calcul, installation et maintenance ;
- **NF EN 15004-1** Octobre 2008 : Installations fixes de lutte contre l'incendie- Installations d'extinction à gaz – Partie 1 : calcul, installation et maintenance ;
- **NF EN 671-1** Juin 2013 : Installations fixes de lutte contre l'incendie – Systèmes équipés de tuyaux – Partie 1 : robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides ;
- **NF EN 671-3** Mai 2009 : Installations fixes de lutte contre l'incendie – Systèmes équipés de tuyaux – Partie 3 : maintenance des robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides et des postes d'eau muraux équipés de tuyaux plats, complété par le référentiel Apsad R5 d'août 2013 : Robinets d'incendie armés et postes d'incendie additivés ;
- **NF S61-758** Juin 2007 : Matériel de lutte contre l'incendie – Robinetterie pour colonnes sèches et en charge ;
- **NF S61-919** Juillet 2004 : Maintenance des extincteurs d'incendie portatifs ;
- **NF S61-922** Juin 1999 : Activités de service relatives à la maintenance des extincteurs portatifs, mobiles et fixes ;
- **NF S61-759** Juin 2007 : Matériel de lutte contre l'incendie – Colonnes d'incendie (sèches et en charge) – Installation et maintenance ;
- **NF S61-919** Juillet 2004 : Maintenance des extincteurs d'incendie portatifs ;

- **NF S62-201** Novembre 2012 : Matériels de lutte contre l'incendie – Robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides (RIA) – Règles d'utilisation et de maintenance de l'installation ;
- **NF EN 12845** : Installations fixes de lutte contre l'incendie – Systèmes d'extinction automatique type sprinklers – Conception, installation et maintenance ;
- **NF XP CEN/TS 14816** Décembre 2008 : Installations fixes de lutte contre l'incendie – Systèmes d'extinction à pulvérisation d'eau – Conception, installation et maintenance ;
- **NF X08-070** Juin 2013 : Informations et instructions de sécurité – Consignes et instructions, plans d'évacuation, plan d'intervention, plans et documentation technique de sécurité
- **Référentiel Apsad R13** Relatif à l'extinction automatique à gaz ;

1.2 NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Le Titulaire doit assurer, pour le compte du Pouvoir Adjudicateur, la maintenance et les contrôles obligatoires se reportant aux installations suivantes :

- Système de sécurité incendie :
 - CMSI,
 - Indicateurs d'action (IA),
 - Détecteurs incendie,
 - Déclencheurs manuels,
 - Diffuseurs sonores et lumineux,
 - Etc. ;
- Moteurs de désenfumage ;
- Commandes d'exutoires ou de désenfumage ;
- Portes et clapets coupe-feu ;
- BAES ;
- Equipements de lutte contre l'incendie :
 - Extincteurs et douches portatives,
 - Sprinklage,
 - Colonnes sèches,
 - Systèmes d'extinction automatique à gaz,
 - Bacs à sable.

Les éléments constitutifs de ces installations sont inventoriés en annexe 4 du CCTP, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive, le Titulaire se devant de réaliser un inventaire de prise en charge technique (§7.7et 9.1 du CCTP-G).

2 DESCRIPTIF GENERAL ET LIMITES PHYSIQUES DES INSTALLATIONS

2.1 PRESTATIONS RELATIVES AU SSI

La maintenance préventive du SSI est réalisée par une entreprise spécialisée certifiée APSAD suivant une fréquence définie par les textes en vigueur et notices élaborées par les fabricants pour chacun de ses constituants. À défaut, elle est réalisée au moins une fois par an.

2.1.1 SOURCES D'ALIMENTATION AUTONOME

Pour assurer la durée d'autonomie assignée des batteries d'accumulateur, qui doivent conserver la réserve d'énergie nécessaire, il est nécessaire pour chacune d'entre elles au titre du forfait :

- De mesurer chaque année leur autonomie par un essai de décharge dans les conditions de service spécifiées par la norme visant le système auquel elle appartient.
- De procéder au remplacement de la batterie par un matériel neuf, si l'autonomie mesurée est inférieure à l'autonomie assignée.
- De remplacer la batterie par un matériel neuf au bout de quatre ans (soit 1x dans la durée du marché).

La date de remplacement est inscrite sur la batterie de façon indélébile.

2.1.2 REMPLACEMENT DES DETECTEUR INCENDIE ET INDICATEUR D'ACTION-

Remplacement de l'ensemble des têtes de détection incendies (DI) sur l'ensemble du site de la DPJ.

- Les DI sont à remplacer durant les deux premières années du marché sur l'intégralité du site.
 - Une vérification des indicateurs d'actions voire un remplacement de ceux-ci sont à prévoir avec les indicateurs actions
 - Les équipements doivent être associatif avec l'ensemble du SSI.
 - Un plan de remplacement et de déploiement sera à prévoir avec la remise de l'audit de prise en charge sur les 4 années.
 - Le titulaire prendra à sa charge au titre du forfait toutes sujétion, câblage, tirage de câble, perçage etc...
 - Il numérotera chaque DI et DA conformément au dossier d'identité du SSI.
 - Il fera son affaire de la programmation, de l'adressage si besoin.
 - Il complètera le dossiers d'identité du SSI et mettra si besoin à jour les schémas.
 - Il traitera les déchets et fournira les bordereaux de suivi des déchets au Moa et en assurera la traçabilité.
 - Le travail en hauteur devra être pris en compte.
 - La liste des équipements est dans l'annexe 4 du CTPP.
- Les contraintes pour le fonctionnement de la DPJ devront être connut à l'avance et si une défaillance sur le système de sécurité intervient une pénalité pourra être appliquée.
- Le remplacement des DI est opération globale et forfaitaire, toutes sujétions comprises.

2.1.3 LE FORFAIT

Le paiement sera forfaitaire sur les deux première années ans. Tous dépassement de budget ne pourra prétendre à indemnisation ou compensation.

La liste des équipements est annexe 4 du CCTP et à titre indicatif une liste des équipements est jointe en Annexe 11

2.1.3.1 LE PLANNING

Un planning de remplacement de l'ensemble des DI de la DRPJ devra être établi sur les 2 premières années. Le planning devra détailler en accord avec la maîtrise d'ouvrage et les contraintes utilisateurs d'exploitation et d'actualité un déploiement de l'éclairage par zone, par local, bureau etc.

Le planning peut-être propose par étage, par typologies de locaux, par ligne à remplacer.

Le titulaire peut s'il le souhaite avancer sur le planning exemple réaliser les travaux sur un ans mais le paiement sur forfait ne pourra être modifié il sera réalisé sur la base des 2 années de manière égale.

S'il y a du retard sur le planning, il faudra présenter la facture au forfait au prorata réalisé, à défaut une réfaction sera appliqué avec des pénalités.

2.1.3.2 LA METHODOLOGIE

Une étude devra être réalisé avec prise en compte de l'associativité, de la réglementation et les normes s'appliquant.

Une fiche méthodologique, reprenant le personnel dédié, la méthodologie d'intervention suivant les typologies (travail en hauteur) , intérieur , bureau , circulation , escalier etc..

Un plan de prévention avec une analyse des risques en fonction des postes de travail et de la nature des risques devra être présenté. Ainsi que les EPI

Le niveau de formation, Il devra y avoir à minima un électricien B2V en permanence lors des travaux. Les intervenants devront être encadré par l'électricien B2V. attention des DI peuvent être dans les postes de transformation minima HV.

Des DI sont aussi dans le piège à balle, il faudra prévoir une opération dans un milieu pollué (plombé). Le sas de décontamination est existant.

Les consignations devront être réalisé et tracé dans un registre de consignation et consultable par tous, Il devra être mis au niveau du SABL ou du poste de sécurité (à voir avec les utilisateurs.)

Pour chaque zone, Un état des lieux avec inspection contradictoire avant les travaux entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur devra être établi et fera l'objet d'un rapport de constatation, avec des photos à l'appui.

2.1.3.3 LES EQUIPEMENTS

Lors de l'opération un bureau de contrôle et un coordinateur SSI sera missionnés par le pouvoir adjudicateur les fiches technique et l'associativité pourrons être refusé s'ils ne sont pas validé par ceux-ci

2.1.3.4 TOUTES SUJESTIONS, FINITION ET REPRISE

2.1.3.4.1 TOUTES SUJESTIONS.

L'opération de remplacement des D.I comprennent toutes les sujétions et avoir un niveau de finition équivalent à l'existant.

Le Titulaire fera son affaire, des percements, tirages de câble, modification ou rajouts des équipements nécessaires dans l'armoire électrique, batterie , cartes , protection et intervention sur le SSI et composant. et s'il n'y a pas la place dans l'armoire électrique , le rajout d'une armoire annexe ou le remplacement de celle-ci, la mise à jours de schéma et des DOE et le repérage des câble est dû .

Le titulaire procédera à la dépose des anciens équipements toutes sujétion comprises et autres éclairages obsolètes.

2.1.3.4.2 DECHETS

Le titulaire procédera à la mise en décharge en respectant le tri-sélectif et la traçabilité des déchets, il devra suivre la traçabilité de ceux-ci et remettre au pouvoir adjudicateur les bon de suivi de déchets via Tracdéchet. <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>

2.1.3.4.3 FINITION ET REPRISE

En fonction de l'état des lieux établi à la réception, les finitions et reprise qui peuvent avoir lieu.

Consultation n° E2024BMI25 – CCTP Prestations multiservices et multitechniques pour le siège de la Direction de la Police Judiciaire (DPJ) à Batignolles.

Le titulaire ne pourra pas objecter un problème de démontage ou autre conséquence dû à sa propre intervention.

- Les dalles de faux plafonds détériorés devront être remplacé ;
- Les goulottes, passage de câble , restitution du degré CF de la paroi traversé.
- La peinture, carrelage, plaque de plâtre devront être remis à l'état initiale avant travaux.
- Tous désordre causé par le titulaire ou ses sous-traitants devra être repris.

2.1.3.5 LA RECEPTION

Suivant le déroulé des travaux et le paiement des forfaits (tous les 3 mois) une réception partielle de la zone réalisée devra être établit en reprenant l'état des lieux réalisé.

A l'issue de la réception partielle, le PV sera joins pour le paiement partiel réalisé au forfait lors de la réunion trimestrielle.

2.2 PRESTATIONS RELATIVES AU ELI

La maintenance préventive des ÉLI consiste à la réalisation par le Titulaire, des opérations nécessaires et prescrites par les fabricants pour les maintenir en état de fonctionnement, conformément aux textes en vigueur, et par des personnes ayant les qualifications et compétences nécessaires. Elle permet de diminuer la probabilité de leur défaillance et la dégradation de leur fonctionnement.

2.2.1 EXTINCTEURS

La maintenance préventive des extincteurs est réalisée par une entreprise spécialisée certifiée APSAD. Outre les éléments définis par les textes en vigueur (vérification périodique annuelle, maintenance additionnelle approfondie quinquennale et révision décennale), la maintenance préventive du Titulaire comprend :

- Le changement des charges, dans le strict respect de la garantie de leur fabricant, avec des recharges identiques et d'origine à celles utilisées lors de l'homologation de l'extincteur (trois ans pour les extincteurs à eau et cinq ans pour les extincteurs à poudre) ;
- La mise au rebut des appareils réformés :
 - Les extincteurs à eau et poudre sont mis au rebut après 15 ans de mise en service (révision décennale à la charge du Titulaire).
 - Les extincteurs CO2 ne sont pas soumis à l'épreuve des mines et sont mis au rebut après dix ans.
- Le cas échéant l'ajustement de la patère ou du support assurant le maintien de l'extincteur, en fonction de sa nature, de sa hauteur réglementaire et du support de fixation.

Les extincteurs mis au rebut en cours d'exécution du marché sont automatiquement remplacés par des matériels neufs, au titre du prix forfaitaire annuel, comme pour les bouteilles de chasse. Les dates de mise en service sont précisées en annexe.

Les extincteurs neufs sont fournis par le titulaire, et revêtus du logo de la préfecture de police, émaillé dans la masse. La poignée de manœuvre de percussion des extincteurs fournis, est colorée selon un code spécifique à chaque type d'agent extincteur. Chaque extincteur fourni comporte également une étiquette de numérotation et de couleur (bleu pour l'eau, jaune pour la poudre, vert pour une douche portative, noir pour les CO2).

Une fois l'extincteur posé, un pictogramme autocollant est apposé au-dessus Il indique la classe de feu appropriée à l'extincteur au-dessus duquel il se trouve. Les dimensions du pictogramme ne sont pas inférieures à 190 x 130 mm. Les pictogrammes sont sérigraphiés à plat sur PVC rigide de 0,5 à 2 mm d'épaisseur selon leurs dimensions. La pose est réalisée au moyen d'une colle non nocive pour le personnel, sans néoprène, n'altérant pas le pictogramme.

2.2.2 SPRINKLERS

La maintenance préventive des extincteurs est réalisée par une entreprise spécialisée certifiée APSAD. Outre ces éléments définis par les textes en vigueur (vérifications trimestrielles, semestrielles, annuelles et triennales), le Titulaire réalise les contrôles hebdomadaires en présence du personnel SSIAP intégrant notamment :

- Le contrôle du niveau des réserves d'eau (et additifs);
- Le contrôle de démarrage automatique des pompes et relevé des pressions (avant, après, pendant l'essai) ;
- Essai de fonctionnement des sources d'eau pendant au moins 10min ;
- Contrôle du délai de fonctionnement du gong hydraulique et essai pendant 30s
- Vérifications générales (presse-étoupe, échauffement des paliers, tenue des joints, état des durites, vibrations des pompes, fonctionnement des reports d'alarmes, position des contacteurs dans les armoires de commandes, contrôles des positions d'ouverture ainsi que des cadenas ou des scellés sur la totalité des vannes, fonctionnement des flotteurs).
- Le cas échéant remplacement des graphiques des manomètres enregistreurs et archivage ;

La livraison du bâtiment ayant eu lieu en 2017, aucune la prestation forfaitaire est à inclure pour 2027 dans le forfait requalification périodique décennale est prévue dans le cadre du présent marché.

2.2.3 COLONNES SECHES

Le contrôle hydraulique annuel des 15 colonnes sèches DN65 est réalisé par une entreprise spécialisée certifiée APSAD. Outre cet essai hydrostatique, le Titulaire réalise une vérification trimestrielle en présence du personnel SSIAP intégrant notamment :

- Le bon état général / la présence de tous les éléments ;
- Le libre accès aux raccords d'alimentation ;
- La présence de la signalisation obligatoire ;

Pour l'essai annuel en eau, la mise en pression est faite à l'aide d'une pompe hydraulique homologuée pouvant délivrer trente bars (30 bar) de pression, avec un débit minimum de mille cinq cents litres par minute (1 500 l/m) ; en présence d'au moins deux techniciens.

La livraison du bâtiment ayant eu lieu en 2017, aucune la prestation forfaitaire est à inclure pour 2027 dans le forfait requalification périodique décennale est prévue dans le cadre du présent marché.

2.2.4 EXTINCTION AUTOMATIQUE A GAZ

Le site dispose de 2 salles serveur et 1 salle d'archive protégées par un système d'extinction automatique au gaz. Outre les vérifications périodiques semestrielles et annuelles, le Titulaire réalise une inspection mensuelle en présence du personnel SSIAP, intégrant notamment :

- La vérification de l'état des déclencheurs et des autres éléments constitutifs ;
- De l'état de veille du Déclencheur Electrique de Commande et de Temporisation (DECT) ;
- De l'étanchéité de la zone protégée ;
- De la quantité d'agent extincteur (si besoin compléter ou remplacer les réservoirs) ;
- De la position des vannes de neutralisation et des vannes de réservoir ;

Remplacement de l'ensemble des extincteurs sur l'ensemble du site de la DPJ.

- Les extincteurs sont à remplacer durant les deux premières années du marché sur l'intégralité du site.
- Un plan de remplacement et de déploiement sera à prévoir avec la remise de l'audite de prise en charge sur les 2 première années du marchés.
- Le titulaire prendra à sa charge au titre du forfait toutes sujétion, câble, perçage etc...
- Il numérotera chaque extincteur et l'identifiera par une plaque signalétique conformément au pans d'évacuation.
- Il complétera le cahier de sécurité et mettra si besoin à jour les plans d'évacuation et d'intervention..
- Il traitera les déchets et fournira les bordereaux de suivi des déchets au Moa et en assurera la traçabilité.
- La liste des équipements est dans l'annexe 4 du CTPP.

2.2.5.1 LE FORFAIT

Le paiement sera forfaitaire sur les deux première années ans. Tous dépassement de budget ne pourra prétendre à indemnisation ou compensation.

La liste des équipements est annexe 4 du CCTP

2.2.5.2 LE PLANNING

Un planning de remplacement de l'ensemble des extincteurs de la DRPJ devra être établi sur les 2 premières années. Le planning devra détailler en accord avec la maîtrise d'ouvrage et les contraintes utilisateurs d'exploitation et d'actualité un déploiement de l'éclairage par zone, par local, bureau etc.

Le planning peut-être propose par étage, par typologies de locaux, ou par type d'extincteurs à remplacer.

Le titulaire peut s'il le souhaite avancer sur le planning exemple réaliser les travaux sur un an mais le paiement sur forfait ne pourra être modifié il sera réalisé sur la base des 2 années de manière égale.

S'il y a du retard sur le planning, il faudra présenter la facture au forfait au prorata réalisé, à défaut une réfaction sera appliqué avec des pénalités.

2.2.5.3 LA METHODOLOGIE

Le remplacement devra être réalisé avec l'implantation et le type d'extincteur existant, s'il y a des écarts entre la réglementation et les normes et l'existant il faudra l'indiquer dans un rapport qui devra être remis les dans l'audite de prise en charge. Ils seront pris en charge dans le cadre de forfait.

Une fiche méthodologique, reprenant le personnel dédié, la méthodologie d'intervention pour le remplacement des extincteurs.

Un plan de prévention avec une analyse des risques en fonction des postes de travail et de la nature des risques devra être présenté. Ainsi que les EPI

Des extincteurs sont aussi dans le stand de tirs, il est possible d'avoir une opération dans un milieu pollué (plombé). Le sas de décontamination est existant.

Pour chaque zone, Un état des lieux avec inspection contradictoire avant les travaux entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur devra être établi et fera l'objet d'un rapport de constatation, avec des photos à l'appui.

Consultation n° E2024BMI25 – CCTP Prestations multiservices et multitechniques pour le siège de la Direction de la Police Judiciaire (DPJ) à Batignolles.

2.2.5.4 LES EQUIPEMENTS

Le remplacement doit être identique à l'existant en termes de type de classe au feu, de poids, de positionnement pour l'existant et pour la signalétique si elle est manquante ou défectueuse.

2.2.5.5 TOUTES SUJESTIONS, FINITION ET REPRISE

2.2.5.5.1 TOUTES SUJESTIONS.

L'opération de remplacement des extincteurs comprennent toutes les sujétions et avoir un niveau de finition équivalent à l'existant y compris pour les supports.

Le Titulaire fera son affaire, des percements, enlèvement des anciens supports, rebouchage des anciens trous est dû .

Le titulaire procédera à la dépose des anciens équipements toutes sujétion comprises.

2.2.5.5.2 DECHETS

Le titulaire procédera à la mise en décharge en respectant le tri-sélectif et la traçabilité des déchets, il devra suivre la traçabilité de ceux-ci et remettre au pouvoir adjudicateur les bon de suivi de déchets via Tracdéchet. <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>

2.2.5.5.3 FINITION ET REPRISE

En fonction de l'état des lieux établit à la réception, les finitions et reprise qui peuvent avoir lieu.

Le titulaire ne pourra pas objecter un problème de démontage ou autre conséquence dû à sa propre intervention.

- La peinture, carrelage, plaque de plâtre devront être remis à l'état initiale avant travaux.
- Tous désordre causé par le titulaire ou ses sous-traitants devra être repris.

2.2.5.6 LA RECEPTION

Suivant le déroulé des travaux et le paiement des forfaits (tous les 3 mois) une réception partielle de la zone réalisée devra être établit en reprenant l'état des lieux réalisé.

A l'issue de la réception partielle, le PV sera joins pour le paiement partiel réalisé au forfait lors de la réunion trimestrielle.

2.3 DESENFUMAGE

Les niveaux de parking souterrain du site sont équipés de désenfumage mécanique GAZPARK-PRO n°160607454. Outre la maintenance et les contrôles réglementaires de ces équipements, le Titulaire réalise des essais/inspection mensuelle en présence du personnel SSIAP, intégrant notamment :

- Vérification du bon état général du DAS et essai de fonctionnement ;
- Contrôle de l'intégrité des coffrets de relayage et des raccordements ;
- Contrôle de l'absence d'obstacle devant les ventilateurs ou de corps étrangers (accumulation de feuilles, papiers, sacs plastiques, etc.) ;
- Contrôle des dispositifs de report de défaut et de la commande d'arrêt pompier ;

2.4 PORTES ET CLAPETS COUPE-FEU

Le Titulaire assiste les équipes SSIAP - au minimum 1 fois par an à l'initiative du Titulaire ou à chaque demande des SSIAP ou du Pouvoir Adjudicateur - pour la réalisation des essais fonctionnels de compartimentage. Outre la bonne fermeture des ouvrants (suite à action manuelle depuis tout type de commande), le Titulaire constate :

Consultation n° E2024BMI25 – CCTP Prestations multiservices et multitechniques pour le siège de la Direction de la Police Judiciaire (DPJ) à Batignolles.

- L'intégrité du DAS (le bon état général du support et fixation des éléments constitutifs) ;
- Le bon état de l'huissierie et du/des vantaux - le cas échéant du rail de suspension, des galets et l'ensemble des câbles-poulies ou des paumelles ;
- Le bon état des systèmes de maintien en position d'ouverture et la liberté de fonctionnement des dispositifs de fermeture ;
- La présence et l'état des joints intumescents dans leur état d'origine (gainés et de couleur noire) ;

Le Titulaire procède à tous les réglages ou opérations d'entretien nécessaires pour garantir le bon fonctionnement. Les réparations sont réalisées dans le respect du procès-verbal coupe-feu de l'équipement (absence de percement, PV d'associativité, etc.).

2.5 ECLAIRAGE DE SECURITE

Le site est équipé de blocs BAES SATI non adressables. Le Titulaire contrôle l'allumage du voyant vert témoignant de la conformité de l'appareil (bon état témoin de charge, lampes d'éclairage de sécurité ok, autonomie minimale 1h), le voyant orange correspondant à une synthèse défaut.

Le Titulaire réalise annuellement, en complément du SATI un test par le biais de la télécommande avec contrôle exhaustif (nettoyage, vérification état accumulateurs, etc.).

2.6 CONTROLE REGLEMENTAIRES

En complément de l'article 4.3.5 du CCTPG, les vérifications ci-dessous, à réaliser **par un organisme agréé**, sont à la charge du Titulaire :

- Vérification triennale SSI ;
- Vérifications techniques triennale et quinquennale des installations de sprinklage ;
- Vérification périodique quinquennale du désenfumage mécanique des niveaux de sous-sol.
- Vérification annuelle des clapet CF
- Vérification annuelle des colonnes sèches.

3 DISPOSITIONS PARTICULIERES

3.1 TRACABILITE DES OPERATIONS DE MAINTENANCE

Le Titulaire doit, après chaque passage :

- Apposer sur le matériel maintenu, une étiquette autocollante remplie par ses soins, indiquant la date complète (jj/mm/aa) et le nom du mainteneur ;
- Remplir, le cas échéant la fiche d'entretien (référence, implantation, date de mise en service, date et natures des maintenances curatives ou préventives, nom du technicien, observations et mises en conformité éventuelles à prévoir) des équipements principaux :
 - Centrale SSI ;
 - Sprinklage
 - Extinction automatique à gaz
 - Colonnes sèches ;
 - Clapets CF
- Rédaction d'un rapport d'intervention – en double exemplaire - indiquant nom de l'intervenant, dates et heures d'intervention, référence et implantation des équipements concernés, nature des opérations réalisées, les états de fonctionnement initial et à clôture de l'intervention, les désordres constatés ainsi que les solutions apportées ou à apporter. Un exemplaire de ce rapport est annexé au registre de sécurité ;

- Renseigner (daté signé) le registre de sécurité ;

Le Titulaire fournit au Pouvoir Adjudicateur et aux Utilisateurs un tableau annuel récapitulatif et nominatif des prestations récurrentes réalisé (en précisant par ses équipes ou par quel sous-traitant). Il contrôle à cette occasion que le registre a bien été renseigné conformément à la réalité de ses interventions.

Le Titulaire fournit un nouveau registre dès que l'existant arrive à saturation.

3.2 COORDINATION AVEC LES SSIAP

Le site dispose d'une permanence SSIAP (contractualisée hors du présent marché par le Pouvoir Adjudicateur). Le Titulaire veille dans le cadre de l'exécution de ses prestations :

- A communiquer en amont au SSIAP3 toutes les dates d'intervention sur les équipements de sécurité ;
- A notifier aux SSIAP le début et la fin de chaque intervention sur les équipements de sécurité, ou pouvant impacter ces derniers (travaux par point chaud, coupure électrique, etc.). Le Titulaire remplit à cette occasion le registre de sécurité ;
- A tenir compte des signalements et préconisations des SSIAP pour maintenir un niveau optimal de sécurité sur site (étant rappelé que les SSIAP ne peuvent pas se substituer au Pouvoir Adjudicateur). A cette fin, le Pouvoir Adjudicateur peut décider de convier le SSIAP3 aux réunions de reporting du Titulaire.
- A signaler aux SSIAP et au Pouvoir Adjudicateur dans les plus brefs délais tous les dysfonctionnements (et par extension leur résolution) susceptibles d'impacter les équipements de sécurité et/ou de nécessiter une vigilance humaine en marche dégradée.

3.3 AUDIT D'ENTREE

En complément de son rapport de prise en charge technique au démarrage du marché, le Titulaire fait réaliser par son sous-traitant agréé un audit contradictoire des équipements objets du présent CCTPS SÉCURITÉ INCENDIE.

Cet audit a pour objet d'établir la correspondance de l'existant avec l'inventaire recensé dans les pièces du marché. Au plus tard deux mois après le début des prestations, un rapport d'audit formalise le référencement de chaque élément et son état de fonctionnement. Le Titulaire y stipule ses éventuelles préconisations sur l'optimisation des installations.

3.4 DELAIS D'INTERVENTION DU SOUS-TRAITANT SPECIALISE

En complément de l'article 9.8. et 11.2 du CCTPG, les prestations devant être confiées à une entreprise spécialisée, l'intervention du sous-traitant sur site doit être réalisée dans le cadre suivant :

- Le jour même pour les demandes effectuées avant 14h ;
- Le jour ouvré suivant avant 12h pour les demandes effectuées après 14h ;

4 GAMMES DE MAINTENANCE ET FREQUENCE DES INTERVENTIONS

Les gammes de maintenance avec les fréquences d'intervention sont données en annexe au présent CCTP.

Les opérations et les périodicités de maintenance sont à considérer comme un programme de maintenance minimum. Ce programme ne saurait en aucun cas être considéré comme exhaustif, le Titulaire ayant à charge de réaliser l'ensemble des opérations de maintenance nécessaires à la parfaite conservation des installations et ouvrages conformément aux notices d'entretien des constructeurs, à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art.

GAMMES DE MAINTENANCE

CLAPETS COUPE-FEU, VOLETS, VOLETS DE TRANSFERT ET OUVRANTS D'AMENÉE D'AIR

N°	NATURE DES OPÉRATIONS
	Fréquence : annuelle
1	<u>Prestations à effectuer sur les clapets</u>
1	- Ouvrir l'appareil
2	- Vérifier la tension d'ouverture des vérins éjecteurs
3	- Contrôler l'état des joints (remplacement si nécessaire)
4	- Vérifier les articulations
5	- Régler le système de déclenchement
6	- Contrôler l'état des fusibles (remplacement si nécessaire)
7	- Fermer les appareils et contrôler l'enclenchement des gâches
8	- Vérifier les vis de fixation s'il y lieu
9	- Essayer l'ouverture et la fermeture
2	<u>Prestations à effectuer sur les volets et amenée d'air</u>
1	- Ouvrir l'appareil
2	- Vérifier la tension d'ouverture des vérins éjecteurs
3	- Contrôler l'état des joints (remplacement si nécessaire)
4	- Vérifier les articulations
5	- Régler le système de déclenchement
6	- Contrôler l'état des fusibles (remplacement si nécessaire)
7	- Fermer les appareils et contrôler l'enclenchement des gâches
8	- Vérifier les vis de fixation s'il y lieu
9	- Essayer l'ouverture et la fermeture
10	- Pour chaque bouche et pour chaque ouvrant d'amenée d'air, mesurer les vitesses, les débits d'air et l'extraction des fumées
3	<u>Prestations à effectuer sur les commandes électromagnétiques</u>
1	- Simuler l'ouverture et la fermeture du clapet ou du volet
2	- Vérifier le câblage et le branchement électrique
3	- Vérifier les points de fixation
4	- Graisser les pièces mécaniques
5	- Nettoyer la face d'attraction de l'électro-aimant
6	- Nettoyer la plaque de retenue
7	- Remettre en place
8	- Essayer l'ouverture et la fermeture
9	- Plomber selon le type de déclencheur manuel

DÉSENFUMAGE NATUREL OU MÉCANIQUE

N°	NATURE DES OPÉRATIONS
1	<u>Prestations à effectuer sur les exécutoires</u>
	Fréquence : semestrielle
	1 - Vérifier le déclenchement par action sur l'organe à manipuler du (des) DCM
	2 - Vérifier le déclenchement par action sur l'organe à manipuler du (des) DAC
	3 - Vérifier le déclenchement par sollicitation des organes de directions des DAD
	4 - Examiner le passage en position de sécurité des DEF (équipements ayant un contrôle de position et d'un réarmement à distance)
	5 - Contrôler l'état du mode de liaison (mécanique, pneumatique, électrique)
	6 - Vérifier l'accessibilité des dispositifs de commande
2	7 - Vérifier tous les composants remplaçables et leur conformité aux références figurant dans la notice de constructeur
	<u>Prestations à effectuer sur les châssis ou les ouvrants en façade</u>
	Fréquence : annuelle
	1 - Vérifier le déclenchement par action sur l'organe à manipuler du (des) DCM
	2 - Vérifier le déclenchement par action sur l'organe à manipuler du (des) DAC
	3 - Vérifier le déclenchement par sollicitation des organes de directions des DAD
	4 - Examiner le passage en position de sécurité des DEF (équipements ayant un contrôle de position et d'un réarmement à distance)
	5 - Contrôler l'état du mode de liaison (mécanique, pneumatique, électrique)
	6 - Contrôler les alimentations de sécurité
	7 - Vérifier l'accessibilité aux dispositifs de commande
	8 - Vérifier tous les composants traçables et leur conformité aux références figurant dans la notice du constructeur
	9 - Vérifier l'intégralité du dispositif de commande
	10 - Vérifier le fonctionnement des Denfc
	11 - Réaliser les opérations mentionnées dans les fiches techniques du constructeur

ÉCLAIRAGES DE SÉCURITÉ

N°	NATURE DES OPÉRATIONS
1	<p><u>Bloc chargeur batteries</u></p> <p>Fréquence : semestrielle</p>
1	- Contrôler visuellement des sources d'énergie au tableau de signalisation
2	- Vérifier le niveau de charge des batteries de la source secondaire
3	- Vérifier la ventilation du local des batteries
4	- Vérifier le fonctionnement du dispositif de coupure de charge asservi à la ventilation du local des batteries
5	- Essayer la signalisation des défauts de commutation de l'alarme sonore
6	- Contrôler les lampes de remplacement
7	- Vérifier le niveau de charge des batteries et mis à niveau
8	- Vérifier le stock de lampes de rechange
9	- Vérifier l'état des supports de lampes des blocs autonomes (corrosion)
2	<p><u>Blocs autonomes d'éclairages de secours (Baes), permanent ou non, de type conventionnel ou Sati</u></p> <p>Fréquence : semestrielle</p>
1	Le 1 ^{er} Semestre
1	- Vérifier l'autonomie
2	- Procéder à la coupure de l'alimentation secteur des Baes
3	- Vérifier que toutes les lampes d'éclairage de sécurité restent allumés au minimum pendant un heure
4	- Procéder au rétablissement de l'alimentation secteur des Baes
5	- Procéder au remplacement des lampes, fluos et diodes défectueuses
6	- Pour les Baes répondant performances Sati (attesté par le marquage du constructeur) : vérifier uniquement l'allumage du voyant vert qui équipe l'appareil, en présence de l'alimentation secteur
2	Le 2 ^e semestre
1	- Vérifier que les Baes sont bien en place, sans détérioration, ni modification de l'aspect initial
2	- Vérifier que le témoin de charge, ou le tube fluorescent dans le cadre d'un bloc fluorescent permanent (P), est allumé en présence de l'alimentation secteur
3	- Procéder à la coupure de l'alimentation secteur des Baes
4	- Vérifier l'allumage de toutes les lampes d'éclairage de sécurité
5	- Procéder au remplacement des lampes, fluos et diodes défectueuses
6	- Vérifier le fonctionnement de la télécommande en effectuant avec celle-ci une mise en état de repos et une mise en état de fonctionnement
7	- Dès la remise en état de fonctionnement, vérifier que toutes les lampes de sécurité restent allumés au minimum pendant une heure
8	- Vérifier que toutes les composants remplaçables – témoin de charge, lampes d'éclairage de sécurité et accumulateurs – sont conformes aux références figurant dans la notice du constructeur
9	- Vérifier que les accumulateurs ne présentent aucun aspect de défectuosité (boursoflures ou fuites)

	d'électrolyte)
10	- Nettoyer toutes les parties de l'appareil – internes et externes – et remplacer les étiquettes de signalisation, si nécessaire
11	- Procéder au rétablissement de l'alimentation secteur des Baes. Cette opération ne doit pas présenter de danger pendant la période d'exploitation en tenant compte qu'un délai de douze heures minimum est nécessaire pour la restitution de l'autonomie.
12	- Après toutes ces opérations : apposer sur chaque appareil une étiquette de maintenance visible lorsque le Baes est installé, comportant les indications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • La date de l'intervention ; • Le nom du titulaire du marché • L'identité de la personne qualifiée • Le numéro d'identification ou de repérage du Baes
13	- Établir un rapport de visite détaillé
14	- Renseigner le registre de sécurité
Attention	<p>Pour les Baes répondant aux performances Sati (attesté par le marquage constructeur), l'allumage du voyant vert équipant l'appareil atteste la conformité du bon état du témoin de charge, des lampes d'éclairage de sécurité et de l'autonomie minimum d'une heure du bloc autonome. Les opérations 2.2.2, 2.2.3, 2.2.4 et 2.2.7 sont effectuées automatiquement.</p> <p>Si le voyant jaune est allumé, l'appareil présente un défaut.</p> <p>Les autres opérations sont réalisées conformément aux descriptions ci-dessus</p>

EXTINCTION AUTOMATIQUE PAR GAZ

N°	NATURE DES OPÉRATIONS
	Fréquence : semestrielle
1	<u>SDI</u> : partie relative à la détection et à l'extinction, assurant la protection d'un local ou de plusieurs locaux
1	- Essayer toutes les fonctions
2	- Contrôler l'état de la charge des batteries
3	- Contrôler le débit du chargeur à vide et en charge
4	- Mesurer l'impédance de toutes les lignes de commande
5	- Contrôler le serrage de toutes les bornes à vis
6	- Essayer le fonctionnement du système d'extinction sans émission de gaz, afin de vérifier le bon fonctionnement des dispositifs de temporisation et d'alarme
2	<u>Détecteurs</u> (tous types)
1	- Essayer les détecteurs à l'aide d'une perche munie d'une bombe aérosol ou d'autres moyens spécifiques aux essais et contrôler les informations transmises au niveau du SDI par les détecteurs
2	- Débrocher et dépeussier toutes les têtes (sauf détecteur ponctuel de fumée)
3	- Contrôler et serrer toutes les bornes à vis des socles
4	- Contrôler la fixation des détecteurs (repose si nécessaire)
3	<u>Déclencheurs manuels</u>
1	- Essayer les déclencheurs manuels et contrôler la nature des informations transmises au niveau de la centrale
2	- Démonter les déclencheurs manuels et serrer toutes les bornes à vis
3	- Contrôler la fixation des déclencheurs manuels (repose si nécessaire)
4	- Contrôler l'état de la vitre (remplacement si nécessaire)
4	<u>Diffuseurs sonores</u>
1	- Essayer le bon fonctionnement des DS
2	- Démonter des sirènes et contrôler le serrage de toutes les bornes à vis
3	- Contrôler la fixation des sirènes (repose si nécessaire)
5	<u>Panneaux lumineux</u>
1	- Essayer le bon fonctionnement des panneaux lumineux
2	- Démonter les panneaux lumineux et contrôler le serrage de toutes les bornes à vis
3	- Contrôler la fixation des panneaux lumineux (repose si nécessaire)
6	<u>Systèmes d'extinction</u>
1	- Contrôler les asservissements qui concourent à la mise en œuvre de l'étanchéité des locaux protégés
2	- Examiner visuellement l'ensemble des tuyauteries et des diffuseurs, afin de vérifier leur état
3	- Vérifier l'état et le fonctionnement des vannes directionnelles, si présentes sur l'installation
4	- Examiner l'extérieur des bouteilles ou réservoirs, afin de détecter toutes traces de détériorations ou modifications non conformes à l'installation d'origine

- | | |
|---|--|
| 5 | - Vérifier la pression sur les manomètres des bouteilles ou réservoirs. En cas de perte supérieures à 10 %, procéder à la recharge |
| 6 | - Vérifier que les conditions d'exploitation de l'alarme et d'intervention sont toujours conformes à l'analyse du risque initial |

PORTES ET RIDEAUX COUPE-FEU

N°	NATURE DES OPÉRATIONS
1	Fréquence : semestrielle
1	- Vérifier l'aspect des portes, des huisseries et des rails de suspension
2	- Constater l'absence d'obstacle devant les portes
3	- Essayer le fonctionnement manuel des vantaux
4	- Vérifier le fonctionnement des automatismes par sollicitation du détecteur et/ou détecteur automatique déclencheurs concernés
5	- Vérifier le fonctionnement des commandes manuelles
6	- Essayer la suppression du système de maintien en position ouverte
7	- Essayer la fermeture porte par porte
8	- Vérifier les galets, les paumelles et les fixations
9	- Vérifier selon la périodicité réglementaire, l'installation électrique, y compris des ventouses
10	- Graisser et fixer
11	- Nettoyer les rails

COLONNES SÈCHE

N°	NATURE DES OPÉRATIONS
	La vérification annuelle des colonnes sèches, en charges, est réalisée conformément aux règles NF S61-759 (art. 4.9 et sous-articles)
1	- Examiner le bon état général de l'installation : protection extérieure correcte contre la corrosion
2	- Examiner le raccord d'alimentation : accessibilité et visibilité correctes, présence du bouchon et de la signalisation
	- Pour la conduite de raccordement entre le raccord d'alimentation et la partie verticale de la colonne :
3	<ul style="list-style-type: none"> • Son intégrité et son repérage ; • Le fonctionnement des dispositifs de vidange et de purge d'air
	- Pour les prises d'incendie, vérifier :
4	<ul style="list-style-type: none"> • Le respect des volumes de dégagement • L'état de fermeture des robinets • La présence de bouchons de fermeture des prises • La manœuvre de la porte de coffrage, le cas échéant, et la signalisation
	- Vérifier les caractéristiques hydrauliques :
5	<ul style="list-style-type: none"> • Essai hydraulique : mise en pression pendant vingt minutes (20 min) de la colonne par eau afin de vérifier son étanchéité et sa résistance mécanique, au moyen d'une pompe hydraulique pouvant délivrer 30bar. Tout autre essai est proscrit • Essai dynamique : <ul style="list-style-type: none"> ○ Pour les colonnes de 65mm : le débit requis est de 50m³/h et la perte de charge maximale admise est de 9bar (ou 91,8m de colonne d'eau) ○ Pour les colonnes de 100mm : le débit requis est de 100m³/h et la perte de charge maximale admise est de 7bar (ou 71,4m de colonne d'eau)
6	- Pour le cas particulier des ensembles de dalles, vérifier l'intégrité des poteaux relais – capuchons métalliques, prises, robinets – et de la présence de leur signalisation
7	- S'assurer de la vidange totale de la CS, particulièrement dans les points bas de son parcours dans le bâtiment
8	- Renseigner le registre de sécurité
9	- Rédiger le rapport de vérification
	Temps estimé pour la réalisation de ces opérations par colonne sèche 2 heures

DOUCHES PORTATIVES SIX ET NEUF LITRES (6L et 9L)

N°	NATURE DES OPÉRATIONS
	La vérification annuelle pour chaque type d'extincteur est réalisée conformément aux règles NF S61-919 et inclut les prestations complémentaires ci-dessous.
1	- Se déplacer sur le site
2	- Déposer, poser et/ou reposer, y compris toutes les sujétions
3	- Nettoyer complètement l'appareil, y compris la housse de protection, s'il en est doté d'une
4	- Poser des étiquettes avec numérotation si nécessaire, y compris le pictogramme d'identification de l'appareil
5	- Changer les charges dites de maintenance eau (additif) et poudre, dans le strict respect de la garantie accordée par le fabricant de chaque extincteur, avec des recharges d'origine et identiques à celles utilisées lors de l'homologation de l'extincteur (3ans pour les extincteurs à eau)
6	- Recharger les appareils découverts percutés ou vides. Le cas échéant, les fournitures ponctuelles forfaitaires sont utilisées à cet effet. À défaut, les recharges font l'objet d'un bon de commande
7	- Les éléments servant à remplacer toutes les pièces détachées respectent impérativement et en tous points la norme NF S61-919 de juillet 2004, art. 3 Termes et définitions, alinéa 3.27 Pièces détachées
8	- Mettre au rebut et à la destruction les appareils réformés, à la charge du titulaire
9	- Renseigner le registre de sécurité et mettre à jour les plans d'implantations des appareils
	Temps estimé pour la réalisation de ces opérations par douche portative 15 minutes

EXTINCTEURS À DIOXYDE DE CARBONE PORTATIFS

CAPACITÉ : DEUX ET CINQ KILOGRAMMES

NC DC 2 ET 5KG

N°	NATURE DES OPÉRATIONS
	La vérification annuelle pour chaque type d'extincteur est réalisée conformément aux règles NF S61-919 et inclut les prestations complémentaires ci-dessous.
1	- Se déplacer sur le site
2	- Déposer, poser et/ou reposer, y compris toutes les sujétions
3	- Nettoyer complètement l'appareil, y compris la housse de protection, s'il en est doté d'une
4	- Poser des étiquettes avec numérotation si nécessaire, y compris le pictogramme d'identification de l'appareil
5	- Changer les charges dites de maintenance eau (additif) et poudre, dans le strict respect de la garantie accordée par le fabricant de chaque extincteur, avec des recharges d'origine et identiques à celles utilisées lors de l'homologation de l'extincteur (3ans pour les extincteurs à eau)
6	- Recharger les appareils découvert percutés ou vides. Le cas échéant, les fournitures ponctuelles forfaitaires sont utilisées à cet effet. À défaut, les recharges font l'objet d'un bon de commande
7	- Les éléments servant à remplacer toutes les pièces détachées respectent impérativement et en tous points la norme NF S61-919 de juillet 2004, art. 3 Termes et définitions, alinéa 3.27 Pièces détachées
8	- Mettre en conformité les plans d'évacuation, les plans d'intervention et les consignes générales de sécurité en fonction de leurs implantations dans le site
9	- Mettre au rebut et à la destruction les appareils réformés, à la charge du titulaire
10	- Renseigner le registre de sécurité et mettre à jour les plans d'implantations des appareils.
	Temps estimé pour la réalisation de ces opérations par extincteur 8 minutes

EXTINCTEURS À EAU PULVÉRISÉE PORTATIFS AVEC ADDITIF

CAPACITÉ : SIX ET NEUF LITRES

EPA LDC 6L ET 9L

N°	NATURE DES OPÉRATIONS
	La vérification annuelle pour chaque type d'extincteur est réalisée conformément aux règles NF S61-919 et inclut les prestations complémentaires ci-dessous.
1	- Se déplacer sur le site
2	- Déposer, poser et/ou reposer, y compris toutes les sujétions
3	- Nettoyer complètement l'appareil, y compris la housse de protection, s'il en est doté d'une
4	- Poser des étiquettes avec numérotation si nécessaire, y compris le pictogramme d'identification de l'appareil
5	- Changer les charges dites de maintenance eau (additif) et poudre, dans le strict respect de la garantie accordée par le fabricant de chaque extincteur, avec des recharges d'origine et identiques à celles utilisées lors de l'homologation de l'extincteur (3ans pour les extincteurs à eau)
6	- Recharger les appareils découverts percutés ou vides. Le cas échéant, les fournitures ponctuelles forfaitaires sont utilisées à cet effet. À défaut, les recharges font l'objet d'un bon de commande
7	- Les éléments servant à remplacer toutes les pièces détachées respectent impérativement et en tous points la norme NF S61-919 de juillet 2004, art. 3 Termes et définitions, alinéa 3.27 Pièces détachées
8	- Mettre en conformité les plans d'évacuation, les plans d'intervention et les consignes générales de sécurité en fonction de leurs implantations dans le site
9	- Mettre au rebut et à la destruction les appareils réformés, à la charge du titulaire
10	- Renseigner le registre de sécurité et mettre à jour les plans d'implantations des appareils
	Temps estimé pour la réalisation de ces opérations par extincteur 15 minutes

EXTINCTEURS À POUDRE ABC PORTATIFS
CAPACITÉ : QUATRE, SIX ET NEUF KILOGRAMMES
PP LDC 4KG, 6KG ET 10KG

N°	NATURE DES OPÉRATIONS
	La vérification annuelle pour chaque type d'extincteur est réalisée conformément aux règles NF S61-919 et inclut les prestations complémentaires ci-dessous.
1	- Se déplacer sur le site
2	- Déposer, poser et/ou reposer, y compris toutes les sujétions
3	- Nettoyer complètement l'appareil, y compris la housse de protection, s'il en est doté d'une
4	- Poser des étiquettes avec numérotation si nécessaire, y compris le pictogramme d'identification de l'appareil
5	- Changer les charges dites de maintenance eau (additif) et poudre, dans le strict respect de la garantie accordée par le fabricant de chaque extincteur, avec des recharges d'origine et identiques à celles utilisées lors de l'homologation de l'extincteur (3ans pour les extincteurs à eau)
6	- Recharger les appareils découverts percutés ou vides. Le cas échéant, les fournitures ponctuelles forfaitaires sont utilisées à cet effet. À défaut, les recharges font l'objet d'un bon de commande
7	- Les éléments servant à remplacer toutes les pièces détachées respectent impérativement et en tous points la norme NF S61-919 de juillet 2004, art. 3 Termes et définitions, alinéa 3.27 Pièces détachées
8	- Mettre en conformité les plans d'évacuation, les plans d'intervention et les consignes générales de sécurité en fonction de leurs implantations dans le site
9	- Mettre au rebut et à la destruction les appareils réformés, à la charge du titulaire
10	- Renseigner le registre de sécurité et mettre à jour les plans d'implantations des appareils
	Temps estimé pour la réalisation de ces opérations par extincteur 20 minutes